Lundi, 7 mai 1849. 1re année. — N° 53.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. . .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 23 mai 1848.*)

AVIS IMPORTANT.

Par suite de nouvelles conventions postales conclues entre le gouvernement et diverses puissances, qui dispensent les journaux de surtaxes,

A partir du premier mai, le prix de l'abonnement à la *Tribune des Peuples* est ainsi réduit :

Départements et Étranger :

Un an.	32 fr.
Six mois.	16 fr.
Trois mois	8 fr.

Depuis le 1er mai, l'administration de la *Tribune des Peuples* reçoit des abonnements d'un mois au prix de 2 fr. pour Paris, — 2 fr. 50 c. pour le département de la Seine, — 3 fr. pour les départements.

Pour l'étranger, on ne reçoit pas d'abonnement de moins de trois mois.

Les personnes qui prendront un abonnement de TROIS MOIS à la *Tribune des Peuples* à partir du 1er mai recevront gratuitement la collection du journal et les deux cartes du théâtre de la guerre en Italie et en Hongrie.

Les abonnés des départements auront seulement à payer en sus du montant de leur abonnement *deux francs* pour frais de poste de la collection du journal.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 6 MAI 1849.

L'ORLÉANISME.

TROISIÈME ARTICLE. — Voir les nos des 4 et 5 mai.

Pour l'Orléanisme, il n'y a ni Dieu, ni patrie, ni principe ; et cependant ses adeptes sont ceux qui emploient le plus souvent ces termes. Ils servent tous le pouvoir jusqu'au moment précis de sa chute. Un commis ordinaire quitte son bureau avant que le patron ne soit déclaré en faillite; l'Orléanisme admet que ses adhérents restent fidèles à leur poste, assistent aux scellés, au déménagement, qu'ils pleurent même sur le sort du patron, en ne le suivant pas, en restant pour communiquer au nouveau patron certains secrets de la commandite!

Comment se débarrasser de l'Orléanisme? Ses hommes s'offrent à servir avec fidélité... jusqu'aux heures des revers. L'Empereur avait un faible pour les légitimistes. «Ils savent obéir, » disait-il; seulement ce qu'il ignorait c'est que c'étaient ses grenadiers qui, moralement, les contraignaient à l'obéissance. Les hommes de l'Orléanisme, eux, savent servir; mais comment payer leurs services?

PAYER ! voilà le dernier mot de l'Orléanisme. Ou plutôt il n'a que deux mots dans sa langue : VENDRE et RECEVOIR.

L'Orléanisme peut se résumer en une seule phrase : c'est le système du commis-voyageur appliqué à la politique.

C'est en empruntant toutes les formes que l'Orléanisme est parvenu à capter la confiance des hommes qui, depuis Février, ont touché au pouvoir.

Ce n'est pas seulement dans les hautes régions du pouvoir que l'Orléanisme a fait prévaloir ses dangereuses doctrines, c'est dans la rue, dans l'atelier, dans la presse démocratique qu'il y est aussi parvenu en partie.

L'Orléanisme s'est attaché à faire dévier de la véritable voie nationale des hommes qui s'étaient voués à la mission de défendre l'idée nationale.

La faute une fois commise, l'Orléanisme l'exploita. Il feignit, profitant de l'erreur de quelques hommes sincères, il feignit de croire et s'efforça de faire croire que le peuple de Paris n'avait pris les armes en Février que pour une question de *pot-au-feu*. Il s'attacha même à persuader le monde qu'au fond toute la révolution n'était qu'une question de bien-être matériel. Il transforma le socialisme pur en matérialisme. Puis il affirma que, pour satisfaire des besoins impérieux, le Peuple égaré voulait partager les fortunes, détruire la propriété et la famille; de là les haines qui déchirent la société, les luttes qui ont ensanglanté le pays.

Malheureusement quelques écrivains, quelques démocrates fournirent des armes à l'Orléanisme en ne parlant que des besoins matériels du Peuple, en négligeant complètement l'idée nationale qui est le mobile de toutes nos révolutions.

Sur le terrain du matérialisme l'Orléanisme devait être puissant; il le savait, aussi tous ses efforts ont été constamment dirigés dans le but de placer toute la discussion révolutionnaire sur ce terrain qui était le sien propre.

Il y a réussi jusqu'à ce jour.

Il s'agit maintenant d'éclairer le pays, tous les hommes sincères, afin de transporter d'un commun accord le débat révolutionnaire sur son véritable terrain : la question nationale.

Avant de s'occuper de l'individu, il faut résoudre toutes les questions qui sont vitales pour la France et non seulement pour la France, mais encore pour l'Europe, pour le monde : il faut trancher enfin la grande question européenne. Alors, mais seulement alors, l'heure des intérêts privés sonnera.

Quand la Hongrie aura achevé de reconquérir son indépendance, quand la Pologne aura brisé la pierre de son sépulcre, quand l'Allemagne et l'Italie se seront régénérées, quand enfin tous les Peuples libres les uns par les autres, et les uns pour les autres, auront proclamé la véritable, la seule sainte-alliance : celle des peuples, la première moitié de l'œuvre des nations sera accomplie, alors tous les Peuples ensemble entameront résolument la seconde partie, la plus difficile, celle de faire part aux individus du bonheur conquis par un travail commun.

Jusque-là évitons soigneusement, dans les partis démocratiques, tout débat, toute discussion propre seulement à nous diviser en présence d'un ennemi commun.

Prouvons au monde que l'Orléanisme ment à la vérité lorsqu'il affirme que les révolutionnaires sont des hommes qui, *ne possédant pas*, veulent *posséder*.

Non! il n'est pas vrai de dire que la guerre soit seulement entre ceux qui ne possèdent pas et ceux qui possèdent.

Cette guerre est plus noble dans ses doctrines, plus sainte dans son but, car c'est la guerre des hommes de la liberté contre les hommes du despotisme, car c'est la guerre des nationalités contre les royautés, car c'est la guerre de *l'union des Peuples* contre le *diviser pour régner*.

Cette guerre est sainte, avons-nous dit, rien de matériel ne peut lui être reproché. C'est en vain que l'Orléanisme voudra tromper les consciences sur son but. Ce but, comme un phare lumineux, attire déjà les regards des Peuples; ils se dirigent vers lui par la pensée, en attendant que tous ensemble ils y marchent d'un pas rapide; car ce but, nous ne saurions trop le répéter, c'est l'union des nations pour préparer le bonheur commun!

Encore une fois, il n'y a rien de matériel dans cette guerre. Qui donc en douterait maintenant, lorsque l'on voit, parmi les soldats qui en supportent le fardeau, les riches sacrifier leur fortune, les pauvres leur temps, et tous leur existence!

Combien d'heureux du siècle ont déjà succombé, en simple soldat de la sainte cause, sur les champs de bataille de la liberté, depuis le jour où Varsovie se leva pour l'indépendance, jusqu'à celui qui vient d'éclairer la dernière victoire des Hongrois!

Combien d'heureux du siècle préfèrent mener une vie errante et vagabonde plutôt que d'accepter les satisfactions de la terre au prix d'une soumission au czar ou à Metternich!

Combien de pauvres ont quitté leur seule fortune, leur famille et leur charrue, pour changer le fer de cette charrue en glaive de l'indépendance!

Combien parmi eux errent tristement loin de leurs foyers en proie à tous les besoins, alors que leur obscurité, les couvrant largement, leur permettrait de revoir ces foyers regrettés, cette famille si chère; et cependant ils renoncent à tous ces bonheurs pour ne pas être témoins de la ruine de leur patrie; ils attendent, sentinelles fidèles, que l'heure de la liberté nationale vienne les relever de leur sainte et longue faction.

Non! il n'y a rien de matériel dans la guerre des Peuples!

On se rappelle cette pièce comique où, dans un moment critique, l'un des personnages s'écrie : *sauvons la caisse!*

Ces trois mots : *sauvons la caisse!* expriment mieux que de longs commentaires toute la doctrine de l'Orléanisme.

Pour les adeptes de cette doctrine, en effet, il s'agit seulement de sauver la caisse.

Cette caisse renferme tout pour ces hommes. Les uns y voient de l'argent, les autres un portefeuille, d'autres encore des croix, des places, d'autres enfin le pouvoir. Dans cette caisse fortunée il y a de tout : elle renferme les âmes de toutes les sectes de l'Orléanisme; ce sont ces âmes, maintenant que nous avons dévoilé la doctrine, qu'il nous reste à montrer dans leur hideuse nudité.

Nous dirons donc ce que sont les sectes de l'Orléanisme.

Après trois jours de silence, le ministère se décide enfin à nous dire quelque chose sur les affaires de Rome. Il est vrai que s'il n'avait pas parlé aujourd'hui, le télégraphe risquait fort d'être devancé demain par le courrier ordinaire.

Voici la note que contient aujourd'hui le *Moniteur du soir*, elle confirme ce que nous avons dit il y a trois jours :

D'après une dépêche télégraphique qui est parvenue au gouvernement, le général Oudinot se serait mis en marche sur Rome, où, suivant tous les renseignements, il était appelé par le vœu de la population. Mais, ayant rencontré de la part des étrangers qui occupent Rome, une résistance plus sérieuse qu'il ne s'attendait à la trouver, il a pris position à quelque distance de la ville, où il attend le reste du corps d'expédition.

Nous nous abstenons de tout commentaire, nous ne voulons même pas mentionner les sinistres nouvelles qui ont circulé aujourd'hui dans Paris. Nous dirons seulement, ce qui est maintenant hors de doute, que les étrangers dont parle le *Moniteur* sont les Français résidant à Rome.

La *Gazette officielle* de Vienne annonce enfin l'entrée des Russes en Autriche. D'après l'aveu de cette feuille, ce n'est pas contre la Hongrie, mais *contre la révolution européenne* que l'intervention russe a été réclamée et accordée. Une déclaration pareille devrait faire réfléchir le ministère français. Et ce n'est pas seulement la Russie qui va combattre la révolution européenne : la Prusse a évidemment sa place réservée dans cette nouvelle sainte-alliance, en permettant aux troupes russes de passer par le territoire prussien, et en rassemblant un corps d'armée qui semble être destiné à occuper la Bohême.

Par suite de l'intervention russe et de la connivence du gouvernement prussien, qui permet aux troupes russes le passage à travers ses Etats, la guerre hongroise doit nécessairement prendre un caractère européen : un caractère de lutte de principes, elle l'avait déjà. D'un côté, c'est la grande coalition des monarques; de l'autre; la coalition des Peuples. Quel grand rôle, si la France voulait se mettre à la tête des Peuples!

Le général Welden a été complétement battu dans les derniers combats qui ont eu lieu près de Acs, Raab et Neuhausel. Le ban Jellachich, vaincu près de Kisber par Vetter, s'est à peine sauvé avec quelques-uns des siens; la plus grande partie de son corps a pris du service dans l'armée hongroise. Nous aurons probablement demain quelques détails sur ces nouvelles victoires des Hongrois.

La politique de l'isolement.

La politique de l'isolement n'a jamais profité à aucun Peuple, au contraire elle a toujours affaibli les états les plus fortement constitués, et souvent même amené leur chute.

Nous pourrions trouver facilement dans l'histoire des preuves nombreuses à l'appui de cette vérité; nous nous bornerons à citer un seul exemple comme présentant le plus d'analogie avec le système dans lequel les soi-disant conservateurs s'efforcent de retenir la France.

La Pologne, dans le nord, occupait exactement la même position que la France occupe actuellement en Europe! Le devoir non moins que l'intérêt commandait à sa politique de porter aide et assistance à tous les Peuples voisins qui cherchaient à conquérir leur liberté : la Pologne laissa tomber toutes les républiques voisines. Les Moldaves, les Valaques, les Transylvaniens réclamaient en vain son secours. La Pologne, prêchant l'économie dans ses diètes; disputant au pouvoir exécutif toute son action autant de fois qu'il s'agissait de faire la guerre, finit par le renfermer en elle-même et perdit toute influence au dehors.

Auguste III que l'histoire nous présente comme un roi paisible, amateur des arts, enthousiaste de l'opéra, infatigable à la chasse comme au bal, ne désirait que régner en paix; en effet son règne insignifiant a duré 27 ans.

Tout autour de la Pologne retentissait la guerre : la Russie envoyait ses soldats en Valachie contre les Turcs, et même contre la France en Moravie; l'Autriche et la Prusse dans une lutte acharnée se disputaient la Silésie, cette partie germanisée de la Pologne : la France luttait avec l'Autriche, enfin survint la guerre de sept ans qui mit en jeu tous les intérêts européens.

La Pologne persévérait dans son système de paix : elle évita de se mêler des affaires extérieures, elle jouissait d'une grande prospérité, d'un grand bien-être matériel. La noblesse polonaise s'amusait, discutait dans les diètes, chicanait et buvait à outrance. Il est même resté de ce temps ce dicton populaire : *Quand Auguste avait bu, la Pologne était ivre.* C'est alors aussi que prit naissance cet axiome politique : *La Pologne n'existe que par la paix.*

Mais, lorsque plus tard la Pologne eut *cuvé* son vin et commencé à reconnaître ce qui se passait autour d'elle, déjà de puissantes monarchies s'étaient établies sur ses frontières. Ces monarchies entretenaient des troupes nombreuses et régulières; elles étaient liées entre elles par des traités. Quant à la Pologne, on n'en entendait plus parler; comme Etat, elle avait déjà cessé de peser dans la balance de la politique européenne.

Toutefois, quoique renfermée dans ce système d'isolement prolongé, elle n'avait pas perdu son activité intérieure.

Seulement l'esprit national s'était porté vers d'autres objets : on discutait sur tout et sous toutes les formes, on faisait des recherches historiques, on expliquait les blasons; les Zaluski fondaient leur immense bibliothèque; on traduisait les romans français et anglais comme aujourd'hui on écrit le feuilleton; on envoyait de jeunes citoyens étudier la philosophie à Gœttingue, à Leipsik; Konarski réformait l'éducation et ouvrait son collége des nobles.

Après la mort d'Auguste, deux grands partis politiques parurent sur la scène : le parti monarchique, qui voulait équilibrer la politique et la forme du gouvernement polonais avec celles des Etats voisins, c'est-à-dire plaire aux étrangers en prenant pour symbole la phrase sacrementelle d'aujourd'hui : *L'ordre dans la liberté*. — Et le parti républicain qui recherchait la force et la puissance de l'Etat sans pour cela rompre avec le passé, sans renoncer aux traditions nationales, sans faire attention aux dires des voisins : ce parti avant tout reconnaissait la nécessité de la guerre.

La position actuelle de la France ne présente-t-elle pas beaucoup d'analogie avec celle de la Pologne dans le dix-huitième siècle? L'Europe entière est en guerre, guerre suscitée en grande partie par la France elle-même. Tous les Peuples tournent leurs regards vers elle, et que fait la France? Elle réforme l'éducation publique, elle économise sur les impôts, elle diminue le nombre de ses troupes, elle organise ses partis politiques; les uns cherchent *l'ordre dans la liberté*, les autres rêvent une nouvelle organisation sociale; à l'extérieur, la France ne veut se mêler de rien; à l'intérieur, elle joue avec l'orage.

Depuis que M. Dupin a dit *que le sang français n'appartient qu'à la France*, les pavés de Paris, presque chaque année, sont arrosés de sang français.

Oui, certes, la noblesse polonaise s'est enivrée longtemps; néanmoins le vin n'avait pas absorbé mais seulement assoupi en elle tous les sentiments généreux de dévouement et de courage.

La philosophie spéculative basée uniquement sur l'intérêt matériel n'avait pas desséché ni glacé ces cœurs encore pleins d'enthousiasme et de foi.

Aussi, lorsque cette noblesse se fut dégrisée, elle trouva en elle-même assez de force pour cette lutte gigantesque qui dure presque depuis un siècle, pour laquelle elle sacrifie son sang, son bien et tout ce qui attache à la vie, pour laquelle elle court sur tous les champs de bataille de l'Europe, non pour trouver des honneurs ou du butin, mais pour obéir à la voix intérieure du sentiment national. Elle sait d'avance que, victorieuse ou vaincue, elle n'y a rien à gagner personnellement, mais tout à perdre.

Nous nous demandons si la bancocratie française, lorsque d'un côté la Bourse, d'un autre côté cette philosophie du jour, froide, stérile et uniquement basée sur le calcul auront desséché dans son cœur toute espèce de sentiment, lorsqu'elle se sera prouvé à elle-même jusqu'à l'évidence que Dieu, la religion, l'amour de la patrie, le dévouement ne sont que rêves et sottises, tandis que la raison seule constitue la vérité, nous nous demandons si ces hommes d'argent trouveraient en eux un tel fonds de vitalité et de force pour suffire à une lutte semblable?

Un avenir peut-être prochain nous l'apprendra.

Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Civita-Vecchia, 27 avril.

Il est donc décidé que c'est la République française qui doit nous frapper dans nos droits et notre indépendance, et le coup mortel viendra du pays qui devait nous aider à conquérir notre liberté!

A peine débarqués, les Français s'emparaient de l'imprimerie et de la poste aux lettres, tandis qu'ils laissaient leur drapeau à côté de celui de la République romaine.

Dans la soirée du 25 arrivèrent de Rome Rusconi et Pescantini; ils furent bien accueillis par le général Oudinot. Lui ayant demandé ce qu'il ferait dans le cas où un vicaire du pape viendrait de Gaëte, il répondit que c'était au peuple à se prononcer sur la question politique et que la République française n'avait eu d'autre intention en intervenant que celle de protéger les Romains contre les Autrichiens et le roi de Naples.

Rusconi lui montra la proclamation de l'Assemblée, que vous trouverez dans les journaux, et le général le pria d'engager les Romains à renoncer à toute intention hostile, les Français se présentant en amis.

L'esprit du corps d'expédition français nous est très favorable; soldats et officiers nous demandent où sont les Autrichiens, avec lesquels ils seraient bien aises de se mesurer.

Hier au soir une députation des clubs de la garde nationale et de la municipalité de Rome vint déclarer au général Oudinot que la population était bien décidée à repousser la force par la force et au besoin à faire sauter en l'air le Quirinal et le Vatican.

Le général Oudinot répliqua aux députés ainsi qu'aux officiers de la garde nationale de notre ville qu'il n'avait aucune envie de nous faire violence quant à la forme du gouvernement. Mais, deux heures après, il changea de langage, en apprenant que l'Assemblée nationale avait mis notre gouverneur en accusation et déclaré vouloir s'opposer à l'entrée des Français.

Interrogé sur ce qu'il ferait en cas de réaction, il ne répondit pas; il garda aussi le silence sur la manière dont selon lui le Peuple devait déclarer son adhésion à la République. Il donna seulement à entendre qu'il avait ordre d'entrer à Rome à tout prix.

En parlant du pape, il répéta le lieu-commun débité par la réaction à ce sujet, à savoir, que l'existence du pouvoir temporel du pape est indispensable à la conservation de son pouvoir spirituel; et nos députés ayant répondu au général que le pays ne voulait pas de Pie IX, et que, s'il se présentait comme prince temporel, le sang coulerait, il répliqua qu'il avait de bons soldats et de bons canons.

Lorsque la décision du général de marcher sur Rome fut connue, un cri d'indignation générale s'éleva dans la ville. On rappela les promesses, la parole d'honneur engagées pour ainsi dire au nom de la France; mais l'on eut pour réponse qu'en temps de guerre les paroles changeaient selon les circonstances.

Hier soir, il n'y avait personne au théâtre, excepté les officiers français.

Aujourd'hui à midi, la ville a été déclarée en état de siége. Voici quelles en sont les conditions.

Les portes sont ouvertes, mais on ne peut les franchir, qu'après une visite destinée à empêcher le transport des munitions de guerre.

Nos soldats doivent être désarmés et on ne leur laissera que cent fusils pour faire le service mixte de la place. Les armes seront transférées dans le fort dont les Français se sont emparés.

Le commandement de la place est aussi dans leurs mains. On promet le respect des lettres et on dit que la garde nationale ne sera pas désarmée.

L'avant-garde française est déjà en marche pour Rome.

Voilà où nous en sommes; publiez ces infamies et faites honte à qui de droit.

Civita-Vecchia, 28 avril :

Le vapeur n'étant pas encore parti, je puis ajouter quelques lignes encore.

On a mis le séquestre sur 150 caisses de fusils qui devaient partir pour Rome. En même temps le général Oudinot a défendu à la municipalité de se réunir pour traiter d'affaires politiques. Par conséquent aucune réunion n'a pu avoir lieu jusqu'à présent, et le gouverneur a dû protester.

Hier soir le bateau à vapeur le *Narval* revint de Gaëte, et après son arrivée on a remarqué un changement dans la conduite du général Oudinot. Voici la proclamation qu'il fit aussitôt publier :

« Habitants des Etats romains,

» Un corps d'armée française a débarqué sur votre territoire. Son but n'est point d'y exercer une influence oppressive ni de vous imposer un gouvernement qui serait contraire à vos vœux. Il vient vous préserver au contraire du plus grand malheur.

» Les événements politiques de l'Europe rendaient inévitable l'apparition d'un drapeau étranger dans la capitale du monde chrétien. La République française, en y apportant le sien avant tout autre, donne un éclatant témoignage de ses sympathies envers la nation romaine.

» Accueillez-nous en frères; nous justifierons ce titre, nous respecterons vos personnes et vos biens, nous payerons en argent toutes nos dépenses, nous nous concerterons avec les autorités existantes pour que notre occupation momentanée ne vous impose aucune gêne. Nous sauvegarderons l'honneur militaire de vos troupes en les associant partout aux nôtres pour assurer le maintien de l'ordre et de la liberté.

» Romains, mon dévoûment personnel vous est acquis si vous écoutez la voix, si vous avez confiance dans ma parole; je me consacrerai sans réserve aux intérêts de votre belle patrie. »

Il y a loin de cette proclamation à celle publiée à l'arrivée de l'expédition.

Ce changement de langage de la part du général Oudinot vient probablement de ce que les cardinaux demeurant à Gaëte ont montré le plus grand mécontentement au sujet de l'expédition française, et qu'ils sont allés jusqu'à décliner l'ultimatum de la France.

Nous avons cherché à faire circuler parmi les Français une proclamation que leurs compatriotes résidant à Rome ont fait paraître dans le *Contemporaneo*. Cette proclamation a produit un tel effet, qu'hier soir beaucoup d'officiers étaient réunis pour discuter sur la triste position où leur gouvernement les a placés.

Le général Oudinot, après avoir destitué notre gouverneur sur une protestation énergique de celui-ci, a fini par lui faire faire des excuses par l'entremise du commandant de la place.

Au décousu de sa manière d'agir, on voit bien qu'une grande incertitude règne dans son esprit. Il varie de langage selon les personnes auxquelles il s'adresse, et quelquefois il tient des propos fort étranges, surtout dans la bouche d'un représentant du Peuple français. Avant-hier, par exemple, il disait à nos députés :

« Je vous apporte la vraie liberté et non pas celle qui dégénère en licence, et dont nous n'avons que trop l'exemple chez nous, en France. »

Pendant la nuit, il a fait partir près de 6,000 hommes, et dans la journée on s'attendait à une nouvelle expédition de Toulon.

Le *Narval* nous apporte les nouvelles suivantes des Deux-Siciles :

« Une escadrille napolitaine était prête à partir pour notre port de Civita-Vecchia, mais la nouvelle de l'arrivée des Français l'a arrêtée.

» Palerme s'était rendue à discrétion, mais on affirmait que le Bourbon lui avait accordé une amnistie pleine et entière. »

Plusieurs journaux parlent d'une nouvelle réunion du congrès de la paix, qui a siégé il y a quelques mois à Bruxelles : le congrès se réunirait cette fois à Paris, sous la présidence du citoyen Lamartine. Dans une situation comme celle où nous nous trouvons, et au moment de la publication de cette lettre significative du prince de Metternich, reproduite dans notre numéro d'hier, nous avons peine à croire à un pareil anachronisme. Cette question du congrès de la paix a déjà été vidée et coulée à fond dans une séance remarquable du *Club de la Révolution*, tenue le 11 janvier de cette année. Nous ne pouvons rien faire de mieux à ce sujet que de reproduire le discours plein d'enseignements utiles, prononcé dans cette séance par le citoyen Jules Lechevalier, dont les travaux socialistes sont anciens et honorablement connus. Nos lecteurs doivent considérer que la question de la guerre n'est pas seulement posée dans ce discours comme une affaire de devoir pour la France, mais comme une mesure de conservation et de salut national. Emanée du socialisme, dont le but est évidemment pacifique, une telle opinion a encore plus de gravité que si elle venait d'un homme engagé depuis longtemps dans les voies de la propagande purement révolutionnaire.

Citoyens,

Cette question de la paix ou de la guerre touche au salut même de la République.

Vous savez qu'une proposition a été faite à l'Assemblée nationale de réunir un congrès européen pour arriver à la pacification. Quel rôle, je vous le demande, jouerait la France dans ce congrès en face de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, et même de la Prusse telle qu'elle est aujourd'hui constituée? La France n'en est pas à la paix, même dans son propre sein; elle est agitée à l'intérieur par la lutte contre la réaction. Et qui ne sait que la réaction à l'intérieur a toujours son point d'appui à l'extérieur?

Je suis convaincu que ce qu'il y a de plus difficile à réaliser aujourd'hui, pour ne pas dire de plus impossible, c'est un congrès européen. Je suis convaincu que la guerre ou la prévision de la guerre est pour la France un intérêt encore plus qu'un devoir, s'il est permis de faire passer l'intérêt avant le devoir.

C'est au nom des principes socialistes que la proposition du congrès européen a été introduite dans la discussion. Je vois là une nouvelle preuve du caractère pacifique de nos principes. Mais nous avons à examiner maintenant jusqu'à quel point le socialisme veut et peut prendre, quant à présent, la responsabilité du système de paix européenne.

Ce système de paix a eu ses précédents dans notre Révolution de 93. Et, à cette époque, Robespierre, Robespierre lui-même, ne pensait-il pas que la Révolution n'était pas suffisamment organisée à l'intérieur pour porter la guerre à l'extérieur? N'a-t-il pas fallu que la déclaration de guerre, que l'initiative des hostilités partît de l'étranger pour que la convention se décidât à commencer cette guerre de géants qui devait être sa gloire éternelle?

La guerre, continuée sous l'empire, s'est terminée par deux invasions et nous laisse encore sous le coup des traités de 1815.

Ce n'est pas la faute du grand homme, ce n'est pas la faute de Napoléon, si la guerre amena un pareil désastre. Ce n'est pas non plus l'énergie et le courage qui manquèrent à notre nation.

Si Napoléon a porté la peine de son ambition et de son funeste esprit dynastique, la France a trouvé du moins la compensation de ses malheurs dans cette propagande des idées révolutionnaires qu'elle accomplit vingt années durant à travers l'Europe. (Une voix dans l'Assemblée : nous connaissons l'histoire.)

L'histoire est très bonne à connaître sans doute, citoyens, mais il ne suffit pas de connaître les faits, il faut en apprécier les causes. Laissez-moi donc expliquer ma pensée, car c'est une chose bien grave que de venir aujourd'hui vous apporter une opinion favorable à la guerre européenne, lorsque le plus grand homme de ce siècle a succombé dans une guerre semblable.

Incliner pour la guerre après de pareils antécédents, cela ne doit-il pas vous paraître téméraire surtout de la part d'un homme qui, depuis qu'il a pu parler, depuis qu'il vit, a toujours professé, au nom du sentiment religieux qui l'anime, le principe de la paix?

Eh bien! citoyens, c'est au nom du socialisme, c'est au nom du sentiment religieux qui m'a fait socialiste, que je viens aujourd'hui proclamer que le moment est venu pour la France de reprendre l'initiative militaire pour l'émancipation des peuples et non par un vain esprit de conquêtes.

En 1832, après que la révolution de juillet eut manqué son premier élan, j'ai combattu le système de la guerre, parce que la révolution n'était pas assez profonde dans les couches intérieures de la société française.

Nous n'avions pas un levier suffisant pour assurer la victoire. Ce levier a été remis entre nos mains au 24 février. Nous l'avons tenu, et nous ne nous en sommes pas servi.

La paix, oui, tel est le but du socialisme. La paix doit être inscrite sur le drapeau de la révolution démocratique et sociale.

La mission du socialisme, c'est l'organisation de cette révolution démocratique et sociale. Cette organisation même n'est autre que l'organisation de la fraternité; et certes, pour commencer à organiser la fraternité par la guerre, il faut y être poussé par une nécessité bien impérieuse. Qui ne voit que cette nécessité existe aujourd'hui par suite de l'hostilité déclarée des intérêts opposés à la révolution, au dedans comme au dehors?

Lorsque le mouvement révolutionnaire à Berlin, à Milan, à Vienne, à Rome, était si favorable à notre initiative en 1848, pourquoi la révolution de février a-t-elle été plus timide que les gouvernements précédents, plus timide même que le gouvernement de juillet, qui, du moins, a fait le siége d'Anvers et l'expédition d'Ancône? La révolution de février a été plus timide, parce qu'elle a été surprise par le socialisme. Si elle a été surprise ainsi, c'est qu'on l'a bien voulu; car le socialisme existait, avait ses journaux, ses livres, et s'enseignait partout depuis vingt ans.

Mais l'esprit de coterie et les fausses manœuvres du journalisme mercantile ont étouffé la discussion et tenu le public éloigné des questions qui s'agitaient souterrainement au sein des masses.

Oui, si la révolution a reculé, c'est que la puissance du socialisme, surgissant tout d'un coup du fond de la société, a fait, permettez-moi ici une expression vulgaire, a fait perdre la tête aux hommes d'état qui tenaient entre leurs mains les destinées de la République.

Puisque le socialisme est la cause des timidités de notre politique extérieure, la cause bien involontaire, après tout, il faut bien qu'il vienne s'expliquer et dire ce qu'il pense de la guerre.

Or, pour mon compte personnel, je le répète avec une profonde conviction, la guerre n'est pas seulement pour la France un devoir d'apostolat, c'est un intérêt tout domestique, tout intérieur.

Le congrès européen dont on vous a parlé est impossible. Les bases qu'on lui a données sont utopiques, illusoires. Demander aux Anglais, aux Autrichiens, aux Russes de fixer en commun avec la France républicaine les bases d'un traité de paix, c'est faire la démarche la plus déplacée, la plus anti-démocratique qui se puisse concevoir, c'est s'exposer à un refus, c'est demander un congrès entre les moutons et les loups toujours prêts à les dévorer. (Longs applaudissements.)

Le citoyen ministre des affaires étrangères a parlé de la pacification de l'Italie! oui, la pacification de l'Italie par l'entremise du roi de Naples et de l'empereur d'Autriche. Oui, la pacification de l'Italie au moyen de conférences tenues à Bruxelles, dans le royaume dont le chef est un homme qui, né prince allemand et devenu général anglais par suite de son alliance avec une princesse royale d'Angleterre, représentait en cette qualité, à Waterloo, la contre-révolution sous ses deux faces! (Applaudissements.)

Nous devons nous opposer de toutes nos forces aux tendances qui ont perdu le gouvernement provisoire. Il avait de bonnes intentions, je me plais à le reconnaître. Sa grande erreur a été de croire que la fraternité, la concorde pouvaient être dans les cœurs, lorsque la guerre était dans les intérêts.

Prenons garde d'ajouter à la perte de notre politique intérieure la perte de notre politique extérieure. Avec la première nous avons la misère, le chômage, la souffrance; mais avec la seconde c'est le déshonneur qui nous attend. (Applaudissements.)

La paix intérieure dans le sein de la nation n'existe pas même chez nous et encore moins chez les autres nations. Est-ce que la paix intérieure existe en Russie où le serf gémit sous son seigneur comme la Pologne gémit elle-même sous le joug de l'autocrate?

Est-ce qu'elle existe à Vienne sous les décombres entassés par un Windishgraetz! (Je ne sais pas comment prononcer ce nom barbare.)

A nos portes même, en Belgique, est-ce que le peuple des Flandres, travaillé par le paupérisme, n'est pas en guerre avec lui-même?

La mission du socialisme ne consiste pas à subir la paix, mais à la faire accepter, même par les armes. Est-ce que la paix peut exister entre le despotisme et ceux qu'il tyrannise? Est-ce, que pour pratiquer la politique de la paix dans des circonstances pareilles, on n'est pas obligé de l'imposer en venant au secours des nations opprimées, dont les efforts ne sont pas assez puissants pour briser leurs fers?

Et maintenant, si la France n'est pas allée enlever aux despotes de l'Europe les innombrables victimes qu'ils déchirent aujourd'hui; c'est qu'elle a été arrêtée chez elle par la guerre intérieure, c'est-à-dire par la lutte qui s'engageait entre la réalité de la démocratie et ces mensonges de *liberté*, d'*égalité*, de *fraternité*, dont le gouvernement provisoire s'était laissé bercer et nous avait bercés nous-mêmes.

Ici je ne fais pas acte d'excitation à la haine d'une classe contre une autre; je ne fais appel à aucune passion. Je constate seulement un fait économique qui se traduit en langage métaphysique par ce mot : Antagonisme des intérêts, et que je caractériserai dans un langage plus simple et plus compréhensible par ces mots : Conflit réciproque des intérêts, des doctrines et des sentiments; guerre de la liberté, de l'égalité, de la fraternité contre l'exploitation; guerre de la solidarité contre tous les monopoles.

Eh bien! c'est cette guerre qu'il faut terminer à tout prix avant de songer à porter nos armes au dehors. C'est chez nous-mêmes qu'il faut commencer par faire la paix, sans quoi l'étranger reviendra au milieu de nous planter le drapeau de la réaction qu'il n'a pas un seul instant abandonné.

Ce que je dis ici n'est point une conjecture, c'est le résultat de ma propre enquête, de ma propre expérience. J'ai longtemps habité les pays étrangers. Or, sachez-le bien, en 1846, les gouvernements étrangers ne nous avaient point encore pardonné la révolution de juillet. Et vous voudriez que les gouvernements qui en étaient là en 1846 n'aient aujourd'hui pas d'autre souci de la France que de la laisser faire? Eh mon Dieu! s'ils l'avaient pu ils seraient déjà chez nous.

Croire qu'ils ne pensent pas à y revenir c'est la plus funeste illusion. Et c'est ici que je suis obligé de combattre un dangereux sophisme propagé par le plus grand nombre de nos hommes d'Etat, si tant est que nous ayons des hommes d'Etat.

On nous dit : les rois de l'Europe ne bougeront pas; ils ont trop d'embarras, trop de préoccupations dans leurs propres affaires.

Cet optimisme repose sur une fausse appréciation de la constitution intérieure des peuples européens.

Il n'est pas du tout certain, il n'est pas même probable que ces peuples puissent s'émanciper par eux-mêmes. Le morcellement aristocratique existe encore partout autour de nous. L'unité nationale n'est réalisée ni en Allemagne, ni en Italie. Considérez le travail historique exécuté par la France depuis Louis XI, et qui n'a été terminé que par la Convention et par Napoléon. Ce travail est à faire dans le reste de l'Europe. Or, ce n'est pas pour rien, citoyens, qu'au prix de tant de sang et d'efforts, la France est parvenue à constituer la force une et indivisible de 36 millions d'hommes libres parlant la même langue, obéisant aux mêmes lois, animés du même esprit général et humanitaire.

Tout Peuple qui n'en est pas là ne peut venir à bout de ses oppresseurs qu'avec le concours de la France; et la France elle-même, tant qu'elle n'aura point parcouru le cercle complet de son émaucipation intérieure, ne sentira pas en elle-même la foi nécessaire pour accomplir son devoir au dehors. Et voyez! Cinq fois depuis la Révolution de Février, la Providence a ouvert la voie devant nous. Cinq fois nous avons reculé! Souvenons-nous de Milan, de Berlin, de Vienne, de Naples, de Rome.

Ah! ils sont aujourd'hui dans une situation désespérée; ils sont perdus peut-être ces Peuples généreux! Mais grâce à Dieu, ce n'est point pour longtemps; car le jour où la démocratie se sera organisée, le jour où la réaction sera étouffée, la contre révolution vaincue par le socialisme, le jour où la guerre civile des intérêts cessera, ce jour-là, le premier acte de la République démocratique et sociale sera d'émanciper les Peuples. (Longs applaudissements.)

Alors nous entrerons dans la lice avec une force bien autrement puissante que celle de Napoléon. Je parle du grand Napoléon. (Applaudissemens.)

Quant à celui qui a hérité de la gloire par droit de naissance et qui préside aujourd'hui la République par l'élection, quant à celui-là qui ne veut s'appuyer ni d'un côté ni d'un autre, qui ne veut ni réaction ni utopie et auquel nous ne demanderions qu'un peu d'action... (Le président fait remarquer à l'orateur qu'il ne doit rien préjuger des déterminations du président de la République.)

Eh mon Dieu! je ne préjuge rien et je veux bien voir dans Louis-Napoléon un habile diplomate qui mesure ses forces avant de s'engager.

Sans être aussi grand que son oncle, il peut accomplir une mission non moins glorieuse, quoique avec moins d'éclat. Il peut réussir où Napoléon-le-Grand a échoué, et c'est ce que je souhaite du plus profond de mon âme à la République. (Bravos.)

Puisse-t-il comprendre que la guerre est le plus grand intérêt de la République, parce que la paix est le plus pressant intérêt de la rivale de la France, de la nation qui a fait elle-même le partage après Waterloo, de l'Angleterre qui s'est rendue complètement maîtresse du globe depuis 1815.

Au mois de février 1848, l'Angleterre n'avait pas encore pardonné à Louis-Philippe les mariages espagnols. Vous l'avez vue, pour en punir Louis-Philippe, aider contre lui ceux qui voulaient le punir d'autre chose.

Ma conviction est que la politique de lord Palmerston a été pour beaucoup dans les causes qui ont préparé la révolutios de 1848.

C'est avec ses missionnaires que cette nation organise les congrès de paix. Ici, c'est un Pritchard; là, c'en est un autre. L'idée du congrès européen est une idée anglaise; elle a été conçue en Angleterre et nous arrive passant par Bruxelles, où campe l'avant-garde de la coalition européenne contre la France. Mais je conjure mon pays de ne se pas laisser prendre aux piéges du christianisme anglican.

C'est en vue des pacifications de ce genre que le Christ disait à ses disciples : Méfiez-vous des loups qui viennent à vous couverts de peaux de brebis.

L'Angleterre veut la paix, parce qu'elle a tout à craindre de la guerre.

Chez les autres gouvernements despotiques, il y a aussi contre nous une hostilité invincible. Ils sentent mieux que nous l'incompatibilité radicale qui existe entre la Constitution de la France, même depuis 1830, et le despotisme sous toutes ses formes.

Les despotes sont conséquents : ils veulent le partage de la France; oui, le partage de la France! Ils n'espèrent arrêter la révolution que par ce moyen. Vous le savez tous, il y a encore chez nous-mêmes quelques hommes qui prétendent arrêter la Révolution, il y en a même à l'Assemblée nationale. Pourquoi ce que disent ces hommes libres ne se dirait-il pas en Europe?

Or, citoyens, voici ce que disent depuis 1830 les despotes de l'Europe :

« Il faut tracer un cercle de feu autour de la France; et, » quand la combustion intérieure sera assez avancée, nous » nous précipiterons sur ce foyer révolutionnaire, nous » nous en partagerons les débris, et les nationalités reprendront leurs droits. »

Ainsi, lorsque le citoyen Lamartine rêvait la résurrection des nationalités, il faisait les affaires de la politique des étrangers. La politique des nationalités! mais cela veut dire dans leur bouche le partage de la France!

Et ne vous imaginez pas que ce soit là un rêve de mon esprit. Le plan de partage de la France a été publié dans les premières années du règne de Louis-Philippe. J'affirme qu'il est sérieux. Sur quoi est fondée l'idée de ce partage? sur ce que l'Alsacien n'est pas français. Il est vrai que la coalition compte ici sans nos hôtes d'Alsace qui n'ont nullement envie de se séparer de l'unité républicaine pour retomber dans l'unité despotique. Ils en disent autant de la Lorraine et de la Franche-Comté, conquêtes de Louis XIV, et puis des Flandres réunies aussi sous Louis XIV. Remarquez comme cela cadre bien avec les plans d'agrandissement du royaume de Belgique. Bruxelles est bien près de Lille et de Nancy.

Enfin, le complément du projet des despotes couverts du masque de la nationalité, c'est d'adopter l'unité et la similitude du langage, comme base d'une nouvelle classification des peuples le jour où il s'agira de reconstituer les nationalités.

C'est avec ce sophisme si habilement manié par la réaction que l'on a trompé les meilleurs citoyens.

Repoussons donc de toutes nos forces cette soi-disant politique des nationalités. C'est la politique des despotes ambitieux. La politique de la France, c'est l'émancipation des opprimés.

Est-ce que le serf russe ne parle pas la même langue que le czar, le serf autrichien la même langue que son baron et son seigneur?

Or, y a-t-il société réelle entre le despote et l'opprimé, entre le serf et son seigneur? sont-ce bien là des nationalités?

Notre politique à nous, c'est la politique de l'organisation démocratique et sociale, émancipation des Peuples à l'intérieur, fédération des Peuples libres au sein de la République universelle, de la République chrétienne et socialiste. L'heure du réveil de l'esprit organisateur et religieux va sonner en France. La propagande de ce nouvel esprit organisateur et religieux suscitera de nouvelles croisades. C'est à la suite de cette guerre sainte que nous aurons la paix fondée sur la justice restituant à toute la famille humaine ses droits divins que de longs siècles d'oppression n'ont pas prescrits... (Longs applaudissements.)

La *Tribune des Peuples*, dont le but est de défendre les nationalités, se réserve de traiter à part la question des langues et des coutumes comme conditions de nationalité. Elle est pourtant d'accord avec l'auteur de ce discours, sous ce point de vue, que c'est l'idée religieuse et morale qui constitue l'âme d'une nationalité dont la langue et les mœurs sont une expression extérieure.

TRIBUNE DES PEUPLES.

FRANCE.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui dans sa partie officielle : 1° Une loi relative à la fixation du budget des recettes du ministre de la justice :

Au nom du Peuple français.

L'Assemblée nationale a adopté,

Et le président de l'Assemblée promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. Des crédits sont ouverts au ministre des finances, sur l'exercice 1849 (budget du ministère de la justice), jusqu'à concurrence de la somme de vingt-six millions quatre cent dix-sept mille cinq cent soixante-quatre francs (26,417,564 fr.), conformément à la partie de l'état A annexée à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 mai 1849.

Le président et les secrétaires,
GREVY, *vice-président*, EMILE PÉAN,
F. DEGEORGE, LOUIS LAUSSEDAT,
J. RICHARD, PEUPIN, LOUIS PERRÉE.
Le président de l'Assemblée nationale,
ARMAND MARRAST.

2° Une loi qui autorise le département de l'Aveyron à appliquer aux travaux de l'asile des aliénés une partie des ressources extraordinaires destinées à la construction des prisons de Rodez.

3° Une loi qui autorise le département du Var à contracter un emprunt.

4° Un arrêté du président de la République qui approuve les nouveaux articles, 4, 5, 9, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 des statuts de la société d'assurance mutuelle contre la grêle, l'*Iris*.

Voici ce qui s'est passé hier au soir, après la revue, dans le camp baraqué des Invalides :

Le sergent-major Boichot, du 7e léger, candidat de l'armée et du peuple de Paris, ayant refusé de se désister de sa candidature, a été arrêté hier à l'issue de la revue par ordre du général Changarnier.

La nouvelle de cette arrestation a produit une émotion des plus vives dans le bataillon dont Boichot fait partie.

Nous donnons avec toutes réserves le simple exposé des faits :

Le soir, après l'appel, le premier bataillon du 7e léger demande avec instance quels sont les motifs pour lesquels le sergent-major Boichot a été mis en prison, et comme on leur répond que c'est parce qu'il a accepté une candidature, la plus vive effervescence se manifeste dans le bataillon. Un cri unanime se fait entendre :

« Qu'il sorte! qu'il sorte! » Tout le monde est sur pied. Les sous-officiers comme le reste des soldats sont en manches de chemises et se dirigent vers la prison.

On s'empare de pioches et de haches; on enfonce la porte, on fait brèche dans le mur, une issue est pratiquée; les cris de : « Vive la République! à bas les tyrans, nous n'en voulons plus! » continuent à retentir.

Boichot refuse de sortir : « mes amis, dit-il, je vous remercie; on croirait que c'est un coup monté, laissez-moi. » Alors on l'emporte avec des témoignages d'enthousiasme, et un moment après Boichot ayant pu se dégager de leurs bras, rentre dans sa prison.

Le commandant arrive, et les officiers avec lui; à sa vue, les cris recommencent : « Nous voulons la liberté de Boichot! » Le commandant leur explique que c'est par ordre de Changarnier, qu'il n'y peut rien; que plus tard, néanmoins, il emploiera son intervention en faveur de Boichot. Un hourra s'élève : « A bas Chagarnier! il nous faut une réforme! Vive la République! »

Le commandant tire son épée : « Vive le commandant! crie le bataillon. Vive le commandant! A bas l'épée! »

Le colonel survient; il fait sortir la garde et commande de croiser la baïonnette. La garde croise la baïonnette et ne remue pas.

Le colonel fait commander vingt hommes par compagnie avec leurs armes. Personne ne vient. Un lieutenant fait entendre ces paroles : « Allons chercher le 42e pour arrêter tous ces coquins! »

L'indignation amène le plus grand tumulte; le commandant, dans le désordre général, a sa tunique déchirée, l'adjudant perd une de ses épaulettes, le lieutenant est forcé de remettre son épée au fourreau, pour éviter des suites plus graves; on s'empare du commandant, on le renferme de force dans la salle du rapport.

Le colonel, se faisant entourer de la garde, adresse aux soldats quelques remontrances et les invite à rentrer dans leurs chambres. On ne se retire qu'après avoir obtenu la mise en liberté de Boichot. La tranquillité se rétablit vers onze heures du soir.

Le lendemain on se lève tout agité. Des groupes se forment dans la cour; les officiers cherchent à calmer les esprits. A sept heures le colonel assemble le bataillon, fait former le carré, et seul, au milieu, il fait une harangue dans le style de la République honnête et modérée. — Il y a des galopins dans le régiment qu'il ne faut pas écouter; ils suivent de mauvais principes; il ne faut pas aller à la barrière, etc. — On se retire en murmurant, fort peu convaincus et très-contrariés. Le discours n'avait rien concilié du tout.

Les compagnies d'élite sont commandées pour monter la garde à l'Elysée chez le président. Mais comme on a appris que cinq voltigeurs et des carabiniers sont désignés pour les cellules de l'Abbaye, on déclare hautement qu'on ne montera pas la garde sans eux.

On rappelle pour la garde, personne ne se présente. Voilà le commandant désespéré. Les compagnies ne marcheront pas sans ceux de leurs camarades désignés pour l'Abbaye, elles obtiennent enfin ce qu'elles demandent et vont remplir leur service.

Pendant le défilé de la garde, Boichot est ramené dans la prison du corps, tout le bataillon ayant déclaré que si on voulait incarcérer Boichot à l'Abbaye; il s'y opposerait en masse et les armes à la main.

Parmi les deux ou trois cents réfugiés siciliens arrivés récemment à Marseille, se trouvait M. Joseph La Farina, ancien rédacteur en chef du journal l'*Alba* de Florence, et député, puis ministre en Sicile. M. La Farina vient d'arriver à Paris, où il compte servir par son talent d'écrivain cette même cause qu'il a servie avec zèle comme orateur et comme homme d'Etat. Nous publierons bientôt un premier travail de M. La Farina, c'est-à-dire un récit détaillé des derniers événements, précédé d'une étude sur la révolution sicilienne.

ITALIE.

Piémont. — TURIN, 2 *mai*. — Le ministère, dans son journal officiel, donne la certitude qu'aucune nouvelle ville ne sera occupée par les Autrichiens. Nous désirons que ce mot de *certitude* ait pour cette fois une véritable signification.

— Vendredi, dans la citadelle de Turin, s'ouvriront les débats du procès instruit contre le général Ramorino. Le conseil de guerre sera présidé par le général Saluzzo. Les généraux Villamarina et Della Torre feront aussi partie de ce conseil. Le capitaine Lagrange a été choisi par le général pour son défenseur.

— MM. Boncompagni et le général Dabormida, rappelés à Milan pour traiter de la paix, sont encore à Turin.

— Une nouvelle ligne télégraphiphe de Gênes à Sarzana a été établie.

GENES, 1er *mai*. — Cette ville présente toujours l'aspect le plus triste. Les spectacles sont désertés par la bourgeoisie, et l'on n'y voit que des militaires. L'émigration continue. Des jeunes gens de la plus belle espérance, dont la plus grande partie se rend au Brésil, abandonnent leur patrie. Parmi eux se trouvent quelques officiers.

On accuse la municipalité de n'avoir pas toujours conservé une fermeté suffisante. La difficulté des circonstances peut lui servir d'excuse. En attendant, pour faire cesser l'état de siége il ne faut pas qu'elle se contente de simples prières. Les Génois n'espèrent rien du ministère Delaunay et n'ont rien à lui demander. Entre eux et un ministère de la réaction il y a un abîme. (*Concordia.*)

— Les bateaux à vapeur l'*Aution* et la *Marie-Antoinette*, qui faisaient partie de la flotte sarde, sont arrivés d'Ancône hier matin. On attend, pour aujourd'hui ou demain, le *Tripoli*, le *Gulnare*, l'*Venus* le *Castor*. Tout le reste de la flotte ne peut tarder beaucoup à les suivre.

ALEXANDRIE, 2 *mai*. — Les travaux de fortifications ont été repris sur beaucoup de points; on ignore dans quelles vues; on se livre à toutes sortes de conjectures; celle à laquelle on s'arrête le plus, c'est que les fortifications doivent servir coptre les Français dans le cas ou une armée de cette nation passerait les Alpes.

Le bruit a couru que les Autrichiens voulaient placer deux pièces de canon devant leur corps de garde. Le général Sonnaz leur a déclaré qu'il en ferait autant de son côté. (*Democrazia italiana.*)

— Les Autrichiens ont ôté de leurs schakos les insignes de la victoire à la suite de quelques querelles avec nos artilleurs; les tambours autrichiens qui battent la retraite sont tous les soirs accompagnés de fortes patrouilles piémontaises, parce que les enfans qui le premier jour s'étaient contentés de les siffler, le lendemain les poursuivaient à coups de pierre.

Les portes de la citadelle, contre la coutume, sont ouvertes de nuit. La garde est composée partie de Piémontais et partie d'Autrichiens. Les soldats piémontais éprouvent d'autant plus de colère qu'ils sont obligés de faire la corvée dans les chambrées des Autrichiens.

Savoie. — CHAMBÉRY, 26 *avril*. — Quelques officiers français appartenant à l'un des régiments de hussards cantonnés près de la frontière sont venus hier visiter notre ville. Les officiers étaient tous à cheval et en petite tenue. Ils ont reçu le meilleur accueil des officiers de notre garnison qui se sont empressés de leur faire les honneurs de la ville. (*Opinione.*)

Lombardie. — MILAN. — Une grande partie de notre artillerie est partie de Milan, avec des chevaux de poste, par la route de Brescia. (*Democrazia italiana.*)

BRESCIA. — Le gouvernement militaire a publié les taxes imposées aux familles des personnes qui ont pris part aux mouvements de 1848. Celle du comte Bevilaqua a été frappée d'une amende de 200,000 fr.; celle de Gaëtano Barguani, de 90,000 fr., et beaucoup d'autres familles ont été également frappées d'amendes semblables. (*Idem.*)

Vénétie. — VENISE, 25 *avril*. — En ce moment la canonnade commence du côté du fort de Malghera. On s'attend à une attaque vigoureuse. Toutes les maisons de campagne sont occupées par les généraux et une bande d'archiducs. Dans celle de Papadopoli se trouvent deux filles du vice-roi, et le chemin pour aller à Marocco est toujours illuminé. Le grand bal va commencer; nous sommes prêts.

Toscane. — FLORENCE, 28 *avril*. — Le gouvernement a rendu un décret qui augmente de 5 0|0 l'impôt sur le revenu immobilier.

PONTREMOLI. — Le 26 sont arrivés ici deux mille Autrichiens commandés par le général d'Aspre, qui prétendait mettre à la charge de la commune la nourriture et l'entretien de ses troupes. Mais, à la suite des conférences qui ont eu lieu entre le commissaire de Parme et le gonfalonier, il a été ordonné aux troupes de tout payer comptant.

MASSA. — Aux quatre mille hommes qui se trouvaient déjà ici sont venus se joindre 500 Autrichiens. On prépare des rations et des logements pour un corps de troupes nombreux.

LIVOURNE, 26 *avril*. — Hier nos tirailleurs ont échangé quelques fusillades avec les soldats de la réaction qui gardent maintenant le chemin de fer.

Nous invitons la commission à envoyer des députés à Pise pour protester contre ces escarmouches, avec l'assurance que le chemin de fer sera respecté par nous et inviter les Pisans à retirer leurs troupes; en cas de refus, les menacer de les faire battre en retraite plus vite qu'ils ne s'y attendent. (*Democrazia italiana.*)

République romaine. — ROME, 27 *avril*. — CONSTITUANTE ROMAINE, séance du 26, *présidence du citoyen Bonaparte*. — A l'ouverture de la séance, dix députés font par écrit la demande que l'Assemblée se forme en comité secret. Cette demande est accueillie par l'Assemblée et les tribunes avec un murmure de désapprobation.

Le citoyen président. — Nous entendrons d'abord les communications du pouvoir exécutif. Si ensuite on insiste sur la demande du comité secret, je la mettrai aux voix. Le pouvoir exécutif a la parole.

Le citoyen Mazzini, l'un des triumvirs, monte à la tribune et prononce le discours suivant :

La communication que je dois faire à l'Assemblée, au nom du triumvirat, est d'une si haute gravité, qu'on peut regarder la résolution qui doit la suivre comme une question de vie ou de mort.

Je supplie donc l'assemblée de me prêter toute son attention et de m'accorder une indulgence dont j'ai besoin. Des occupations de tous les instants seront cause peut-être que je ne pourrai pas mettre dans me idées tout l'ordre nécessaire, mais je ferai en sorte de les coordonner en me réglant sur mes souvenirs.

Vous savez le débarquement des troupes françaises à Civita-Vecchia. Vous savez avec quel enthousiasme elles furent reçues, dans la supposition qu'elles se présentaient comme amies, et venaient en aide à notre indépendance nationale.

La plus légère résistance ne leur fut pas opposée. Selon mon opinion on a mal fait en ne résistant pas. Mais c'est un fait maintenant accompli, auquel il faut se soumettre.

Vous connaissez la proclamation du commandant de l'expédition où il est déclaré que cette expédition n'était faite par la France que pour mettre un terme à l'anarchie qui règne dans les états-romains, et parce que l'ordre de choses actuellement existant était l'expression d'une faible minorité, et n'était fondée que par la volonté du petit nombre, qu'enfin sa mission était toute pacifique.

Après les chaleureures représentations du président de Civita-Vecchia, l'aide-de-camp fit une déclaration dont la teneur était en parfaite opposition avec la proclamation. Vous connaissez l'une et l'autre.

Hier soir, vers minuit, se sont présentés au Triumvirat trois envoyés du général Oudinot commandant l'expédition. Pour première communication, ils nous ont dit que les Français avaient été reçus à Civita-Vecchia avec tous les signes de la joie et de la fraternité; que l'intention du général était de marcher sur Rome, espérant que les troupes seraient reçues ici avec le même calme et la même fraternité qui les avaient accueillies à Civita-Vecchia.

Nous leur avons demandé d'abord quel était le motif, quel était le but de l'envoi d'un corps d'armée pour occuper une partie du territoire de notre République. Ils nous ont répondu :

1° Que le premier motif était celui de préserver l'Etat romain d'une invasion autrichienne, qui était imminente.

2° Que le second était de s'assurer des sentiments de la population sur la forme de son gouvernement, et d'aplanir les voies à une réconciliation entre Pie IX et la population romaine.

Nous répliquâmes que l'intervention autrichienne, que l'on mettait en avant, nous semblait un prétexte; que d'ailleurs le Peuple romain était prêt à se défendre; qu'une occupation armée, sans communication préalable, et les menaces faites dans la proclamation du général Oudinot ne semblaient pas d'un bon augure.

Qu'il était en outre peu logique de dire que la France n'intervenait que pour empêcher l'intervention étrangère lorsqu'elle-même donne l'exemple d'une intervention faite à l'improviste et sans avertissement;

Que l'état actuel des choses, c'est-à-dire la forme actuelle du gouvernement, la proclamation de la République, la déclaration de la déchéance perpétuelle des papes en ce qui concerne la souveraineté temporelle, n'étaient que l'expression solennelle de la volonté générale du peuple manifestée par le suffrage universel;

Les envoyés nous objectèreat que tous les électeurs n'avaient pas pris part au vote et qu'en conséquence on ne pouvait pas faire valoir la volonté générale.

A cette objection nous répondîmes que si tous les électeurs n'avaient pas voté, c'était leur faute, et peut-être aussi parce que cette abstention leur avait été secrètement imposée. Que cependant les votans composaient la majorité, et que l'absence de toute protestation prouvait que ceux qui s'étaient abstenus se soumettaient à la volonté générale.

Nous ajoutâmes que puisque le fait douloureux de l'occupation était maintenant accompli, l'autorité française pouvait par des moyens légaux constater l'opinion publique, et que le triumvirat était convaincu que la population entière répondrait à cet appel, en manifestant de nouveau sa préférence pour le gouvernement républicain, et sa volonté ferme de maintenir la séparation et l'indépendance du pouvoir temporel.

Nous déclarâmes, en outre, en termes énergiques, que la première conséquence de l'occupation aurait pour résultat de susciter, dans un pays qui jouissait d'une paix profonde, l'anarchie, le désordre et la guerre civile.

Nous rappelâmes les protestations faites par l'Assemblée constituante, et les nombreuses manifestations populaires par lesquelles la nation avait assez manifesté ses vœux.

La question religieuse, dans sa partie philosophique, fut à peine effleurée. Quant au pape, nous déclarâmes que son absence de Rome était tout à fait volontaire; qu'il pouvait y revenir à son gré, mais seulement comme pape et non comme prince temporel; que le pape n'était ni Italien, ni Français, ni Espagnol, mais une autorité humanitaire qui appartenait à toute la chrétienté; que toute puissance catholique était maîtresse de donner chez elle à l'opinion toute l'importance qui lui semblait bonne; mais qu'elle n'avait aucun droit d'imposer son opinion à un autre Peuple indépendant.

Le citoyen Mazzini, après avoir rendu compte d'autres pourparlers que nous passons sous silence comme dénués d'importance, arrive à la question faite par les envoyés français, si les Romains étaient disposés à recevoir nos troupes comme elles l'avaient été à Civita-Vecchia.

Il fut répondu que, tout en protestant de nouveau contre l'intervention, le triumvirat se réservait de consulter l'Assemblée pour connaître sa suprême volonté; que, quant à l'opinion personnelle de lui Mazzini, il déclarait ouvertement que jamais, en son particulier, il ne consentirait à l'entrée des Français dans Rome.

Ainsi finit cette conférence.

Ce matin, le triumvirat a reçu une dépêche du ministre des affaires étrangères, qui nous annonce qu'il a eu une conférence d'environ trois heures avec les délégués du commandant de l'expédition; qu'ensuite il devait en avoir une autre avec le général Oudinot lui-même, qui était retardée sans doute pour connaître les décisions du triumvirat.

En ce moment suprême, ajoute Mazzini, deux voies s'ouvrent devant nous; je laisse à l'Assemblée le soin de décider en toute liberté celle qui lui semblera préférable.

La première est celle de résister à tout prix, résolument; la résistance du peuple romain étant justifiée par le respect de sa propre indépendance et par la constitution française elle-même, qui déclare expressément reconnaître l'indépendance des autres peuples.

La seconde, celle de consulter la population, pour qu'en présence de l'armée française elle manifeste sa volonté absolue de ne jamais permettre la réunion du temporel et du spirituel; enfin, qu'une démonstration pacifique démontre à la France les sentiments du peuple romain à cet égard.

Quelle que soit la décision qu'adoptera l'Assemblée, le triumvirat s'y soumettra et la fera exécuter avec toute l'énergie dont il est capable, pourvu qu'elle soit conforme à sa conscience et à ses convictions. Dans le cas contraire, il résignera ses pouvoirs.

Après ce discours l'Assemblée se forme en comité secret. Après une heure, la séance publique est reprise.

Le citoyen Bonaparte, président. Après avoir délibéré librement, l'Assemblée a prononcé le décret suivant :

DÉCRET.

L'Assemblée, après les communications du triumvirat, après une mûre discussion, a résolu à l'unanimité de confier au triumvirat le salut de la République, et de repousser la force par la force.

Ce décret, solennellement proclamé, est accueilli par les applaudissements de l'Assemblée et du Peuple.

Le citoyen Sterbini prononce un discours qui fait une grande impression.

Avezzana, ministre de la guerre, monte à la tribune et exprime toute la joie qu'il éprouve à être le témoin d'une manifestation si patriotique. Il ajoute qu'il a donné les ordres nécessaires pour la défense de la ville, et qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'efficacité.

Vifs applaudissements.

La séance est levée à 3 heures.

Le gouvernement romain fait avec la plus grande activité tous les préparatifs de la défense. Le Peuple est unanime dans la volonté de concourir à ce dessein honorable. Le corps du génie est hors des murs dirigeant les travaux de fortifications. Nous sommes sûrs que dans les provinces règne le même esprit d'enthousiasme.

Dernières nouvelles. — Le ministre des affaires étrangères est revenu de Civita-Vecchia. Il rapporte que les Français ont laissé débarquer librement un corps de 600 Lombards arrivés sur un bateau à vapeur. Ils se dirigent sur Rome.

Le bataillon Mellara, qui avait été envoyé à Civita-Vecchia, va revenir également.

Il semble que les idées des Français au sujet de notre pays se sont beaucoup modifiées. Témoins de l'ordre qui règne, de l'absence de toute anarchie, ne voyant pas dans le peuple la moindre disposition à rappeler l'ancien gouvernement, les Français se demandent comment on a pu tromper la nation d'une manière si scandaleuse.

Les journaux de Naples et de la Sicile nous ont manqué aujourd'hui.

SUISSE.

BERNE, 4 *mai*. — Une discussion vive et intéressante s'est engagée au sein du conseil des Etats au sujet d'une pétition présentée par des journalistes vaudois. Ils demandent une diminution de la taxe es journaux; ils font remarquer qu'un journal payant maintenant 15 *batz* par abonnement paierait, d'après le nouveau tarif, 21 *batz*.

MM. Ruttiman (Zurich), Jean Renaud (Neufchâtel) et Carteret (Genève), ont appuyé par des paroles chaleureuses les franchises de la presse : « L'homme ne vit pas de pain seulement, dit M. Jean Renaud, il lui faut quelque chose pour nourrir et développer son intelligence. La Suisse, berceau de la démocratie, ne peut ravir à ses enfants, par une taxe trop élevée, la nourriture intellectuelle qu'ils puisent dans le journalisme. » — « Il faut protéger la presse, dit M. Carteret, car c'est elle qui est chargée d'apprendre aux Suisses allemands et aux Suisses français ce qu'ils sont les uns et les autres. Les populations de ces deux races ne diffèrent souvent d'opinions que parce qu'elles ne se connaissent pas et ne se comprennent pas. »

Après des amendements plus ou moins favorables à la pétition, un seul, et c'est le plus insignifiant, a été adopté.

Sur la proposition de M. le conseiller Noeff, on a ajouté à l'art. 16 de la nouvelle loi postale un complément d'après lequel un journal ne peut jamais rapporter au fisc moins de 5 *batz* par abonnement.

S'il est vrai que l'assemblée fédérale veut s'ajourner, dans quelques semaines, jusqu'au mois de novembre ou de décembre, et renvoyer la loi sur les péages, la nouvelle constitution aura déjà fait fiasco. Dans ce cas se confirmeront les craintes dont on faisait naguère un crime aux radicaux. Tout se venge dans ce monde. (*Helvétie.*)

Saint-Gall. — Plusieurs ressortissants du canton, revenant du service militaire de Rome, ont remis des pétitions au conseil d'état, afin que celui-ci s'adressât au gouvernement romain pour obtenir ce qui leur revient. Le conseil d'état les a toutes rejetées, parce que le canton de Saint-Gall n'a pas conclu de capitulation avec l'état de Rome. (*Idem.*)

Uri. — ALTORF, 27 *avril*. — On croit ici que la Landsgemeinde du 6 mai prochain sera très orageuse. Le bruit court qu'il est question d'écarter quelques membres libéraux du gouvernement, ou de déclarer provisoire le gouvernement tout entier; enfin de nommer une assemblée constituante purement aristocratique, de laquelle M. Vincent Muller, agitateur du canton d'Uri, serait président. (*Idem.*)

Bale-Campagne. — Les souscriptions pour la banque hypothécaire s'élevaient, à la fin de la semaine dernière, à L. 129,750. Cette somme a engagé la société pour la fondation d'une banque hypothécaire à se réunir le 8 de ce mois pour décider une réunion générale des actionnaires, qui auront à discuter les statuts de l'association et prendre toutes les mesures nécessaires à l'effet de réaliser cette entreprise.

POLOGNE.

CRACOVIE, 29 *avril*. — Le général russe Berg est arrivé ici de Varsovie par le chemin de fer et il se rend à Vienne. Son voyage se rapporte au transport des troupes russes. On assure que 15,000 Russes entreront dans notre ville le 1er et le 2 mai. On connaît déjà leur composition. Outre l'infanterie de ligne, ce corps aura deux bataillons de chasseurs, deux escadrons de lanciers, deux escadrons de cosaques et deux batteries d'artillerie. On attend à Michalowice l'arrivée de l'empereur. On dit assez généraleme t que 40,000 Prussiens passeront en Bohême pour y tenir garnison et que la ville de Léopol sera confiée à la garde de 8,000 Russes.

Le général russe Lüders est révoqué, et ce qui plus est, c'est que son corps, qui a été battu, ne sera plus employé dans la guerre contre le général Bem; on enverra d'autres troupes à sa place. Le point d'honneur de l'armée russe demande ces mesures, d'autant plus que l'instruction donnée au général Lüders portait expressément qu'il devait éviter toute collision. Les personnes qui connaissent la position de la Transylvanie et les dispositions politiques que Bem a su créer parmi les habitants de cette province, prévoient que les Russes y trouveront leur tombeau. Une fatalité pousse l'autocrate à sa perte.

POSEN, 29 *avril*. — Les Allemands de notre ville répandent la nouvelle d'un différend survenu entre Kossuth et les généraux polonais qui commandent dans l'armée hongroise. Les troupes polonaises qui combattent à côté des Hongrois demanderaient à marcher en Galicie pour insurger la Pologne, tandis que Kossuth se contenterait de l'affranchissement de la Hongrie. Nous pouvons assurer que cette nouvelle n'a aucun fondement et qu'il existe la plus grande harmonie entre les chefs des deux nations. On disait ici que les bataillons de la landwehr de Posen envoyés contre les Danois ont refusé de se battre.

— On écrit de Breslau, 30 avril. — Un corps d'observation prussien composé de 10,000 hommes entourera l'ancien territoire de Cracovie tout le long de la frontière prussienne. 8,000 hommes se trouvent déjà entre Ratibor est Oderberg.

DES FRONTIÈRES, 28 *avril*. — Après le combat de Neutra, les Hongrois sont entrés dans le Zips, et ils ont même occupé les villes de Neumarck, Budatin et Sillein, situées dans les Carpathes de la Galicie. Depuis quelques jours ils menacent les défilés de Czacza et de Jablunka, où les impériaux se sont retirés. Des détachements des troupes autrichiennes ont été envoyés à Czacza, Jablunka et Fridek pour empêcher les Hongrois d'entrer en Sélésie. Des fuyards slovaques passent depuis deux jours par Zips et Andrychov. Le commissaire impérial de Silein se trouve déjà depuis cinq jours à Teschen. Un combat a dû avoir eu lieu avant-hier, on entendait à Zips une vive canonnade qui a duré jusqu'à 6 heures du soir.

On dirige en toute hâte vers les Carpathes dss détachements de recrues, et on renforce la levée en masse slovaque qui est commandée par un hetman, nommé Hanausek. Il paraît pourtant que les Slovaques ne sympathisent pas généralement avec les Autrichiens, car ceux-ci ont supprimé un journal slovaque que rédigeait un prêtre dans le pays.

HONGRIE.

La *Réforme allemande* rapporte la nouvelle d'une proclamation émanée de Kossuth, par laquelle il déclare la Hongrie et les provinces accessoires indépendantes et affranchies de la domination de la maison de Habsbourg-Lorraine.

— On annonce comme certain que la garnison de Komorn a fait une nouvelle sortie qui lui a complétement réussi.

— D'après la *Gazette de Breslau*, l'armée impériale s'est retirée jusqu'aux fontières de l'archiduché. Le plan du général Welden serait d'opérer sur la rive droite du Danube vers Bude, tandis que 50,000 Russes s'avanceraient par la rive gauche sur Debreczin; enfin le ban, avec les Serbes, recommencerait ses opérations sur la Theiss. Un autre corps russe de 50,000 hommes aurait la mission de reconquérir la Transylvanie.

BOHÈME.

PRAGUE, 29 *avril*. — Les Autrichiens sont forcés de laisser dans otre ville une garnison, car nous prévoyons ici un mouvement socialiste. Les ouvriers, ceux qui n'ont pas d'ouvrage, se rassemblent tous les jours devant l'hôtel-de-ville, et ils demandent du trav il où l'assistance publique. Le ministère autrichien a mécontenté tout le monde; on voit que, sous une autre dénomination, il veut rétablir l'ancien régime. (*Feuille constitutionnelle.*)

AUTRICHE.

La *Gazette officielle* de Vienne rompt enfin le silence sur l'entrée des Russes. « L'insurrection en Hongrie, dit elle, a pris depuis quelques mois une telle extension, et elle porte, dans sa phase actuelle, un caractère tellement décidé de la réunion de toutes les forces *du parti révolutionnaire en Europe*, que l'intérêt de tous les Etats exige qu'on appuie le gouvernement impérial dans la lutte contre la dissolution de tout ordre social. Par ces motifs, le gouvernement de S. M. impériale s'est cru obligé de demander des secours à S. M. l'empereur de Russie, qui les lui a assurés immédiatement avec le plus noble empressement et sur l'échelle la plus large. Les mesures convenues réciproquement sont en pleine voie d'exécution. »

Le même journal raconte en abrégé l'histoire des conférences avec la Sardaigne. C'est la demande des indemnités de guerre qui les a rompues. Les plénipotentiaires sardes, dit cet article de la *Gazette officielle*, déclarèrent que leur Gouvernement réclamerait à cet égard la protection de la France et de l'Angleterre. Le plénipotentiaire impérial crut devoir protester contre cette intervention des autres puissances dans une conférence qui ne regardait que la Sardaigne et l'Autriche.

Le ministère impérial ayant autorisé à diminuer le chiffre de la somme demandée, le 23 avril fut désigné comme terme définitif pour continuer les conférences ou occuper la forteresse d'Alexandrie. Ce jour arrivé, les plénipotentiaires sardes déclarèrent que puisque le gouvernement autrichien insistait sur l'occupation d'Alexandrie, ils avaient reçu l'ordre de ne pas continuer les conférences sans toutefois les considérer comme rompues. Ils quittèrent depuis Milan, où se trouve encore le ministre Bruck, plénipotentiaire impérial. »

VIENNE, 30 *avril*. — La nouvelle de l'intervention russe produit ici une sensation immense devant laquelle disparaissent toutes les autres questions à l'ordre du jour.

Le journal ministériel le *Lloyd* rappelle à ses lecteurs les jeunes filles habillées de blanc qui en 1815 furent envoyées au devant des Russes, les illuminations et les arcs-de-triomphe qui, à cette époque, signalèrent leur entrée à Vienne. Il annonce en même temps la prochaine publication d'un manifeste par lequel Nicolas déclare qu'il voit dans la guerre insurrectionnelle de la Hongrie la première phase d'une nouvelle révolution polonaise et qu'en conséquence, il se croit obligé de la combattre dans l'intérêt de sa propre défense. On ajoute qu'il se rendra lui-même en Pologne pour inspecter les troupes qui y seront concentrées avant qu'elles ne franchissent la frontière.

— Les quartiers-maitres se trouvent déjà à Goding en Moravie.

— Une colonne mobile, formée de la garnison de Gratz, est partie sur la frontière de la Styrie pour empêcher les insurgés d'y pénétrer.

— Le *Lloyd* parle des émissaires de Kossuth qui parcourent la Galicie. D'après ce journal, ce chef des Hongrois aurait encore d'autres desseins que l'indépendance de la Hongrie. Le mouvement hongrois vise même plus loin qu'à insurger la Pologne. Ses ressorts s'étendraient, d'après le *Lloyd*, vers le nord et vers le midi. Ce n'est pas une guerre hongroise, mais une guerre européenne, etc.

ETATS GERMANIQUES.

FRANCFORT, 3 *mai*. — C'est aujourd'hui qu'aux termes de la décision rendue par l'assemblée nationale, le ministère de l'empire devait venir lui rendre compte des mesures qu'il avait prises dans le but de faire exécuter les dernières résolutions de l'Assemblée. M. de Gagern est en effet monté à la tribune et il a annoncé que le ministère avait envoyé des commissaires à Munich, à Berlin, à Dresde et à Hanovre; qu'il avait reçu de M. Bassermau, commissaire à Berlin, une lettre annonçant que c'est le 3 mai que devaient être prises et publiées des résolutions si décisives; que lui, M. Gagern, avait résolu de convoquer immédiatement le conseil des ministres dans une conférence extraordinaire. En conséquence, il a invité l'Assemblée à lever la séance, ce qui a eu lieu.

— Le mouvement révolutionnaire s'étend et se propage en Allemagne. L'attitude du roi de Prusse vis-à-vis de l'Assemblée nationale, la dissolution des chambres législatives dans plusieurs Etats allemands, et l'intervention russe, peut-être même la coopération de la Prusse dans la guerre de l'Autriche avec la Hongrie, exaspèrent les Allemands. La municipalité de Cologne a convoqué pour le 8 mai, malgré la défense de l'autorité, une assemblée des députés de toutes les communes de la province rhénane, et la municipalité de Paderborn a fait une pareille convocation dans la province de Westpahie. Les représentants des communes doivent délibérer sur la situation de l'Allemagne. A Dresde, une démonstration populaire a forcé le ministère saxon à donner sa démission, et une semblable démonstration a eu lieu également à Leipsick.

PRUSSE.

La *Gazstte nationale* de Berlin du 1er mai dit savoir de source certaine que la direction du chemin de fer de la Haute-Silésie avait reçu la veille de Berlin une dépêche télégraphique signée du ministre Manteufel, annonçant que trente mille Russes devaient être transportés de Cracovie en Autriche par Mislowitz, Cosel, Ratibor, Oderberg, etc., par le chemin de la Haute-Silésie. Cette dépêche apprend en même temps à la direction que le passage de ces troupes *ne rencontrait aucune objection de la part du gouvernement prussien* qui attendait au contraire de la direction du chemin de fer qu'elle n'opposerait aucune entrave à leur transport

GRANDE-BRETAGNE.

Cours de la bourse, Vendredi soir. — Les fonds publics se sont maintenus aujourd'hui à 92 3|8 et 92 1|2.

Une lettre de Raab, dans la Hongrie, datée du 28 avril, et reçue aujourd'hui (vendredi) pour une maison commerciale de Londres, rapporte que les Autrichiens passaient

alors par cette ville en pleine retraite et que les Hongrois les poursuivaient de près.

Il n'y a rien d'important du Canada.

Le *Times* dit qu'il est maintenant hors de doute que les gouvernements d'Autriche et de Russie viennent de faire une alliance offensive et défensive, d'après laquelle le cabinet de Saint-Pétersbourg doit fournir immédiatement 150,000 hommes, dont 100,000 doivent entrer sans délai sur les territoires polonais et hongrois.

Les journaux anglais sont très joyeux de la victoire remportée par leur armée à Goojrat, sur les Sicks, où l'on a eu pour trophées de cette seconde guerre du Punjaub, 16,000 fusils, 158 pièces de campagne, et la soumission de tous les chefs, qui a eu lieu le 14 mars dernier. Mais le gouverneur général de l'Inde dit que la guerre n'est pas encore terminée, et qu'il ne saurait y avoir une cessation d'hostilités jusqu'à ce que Dost Mahomed Khan et l'armée des Affghars soient détruits, ou chassés de la province de Peskawur.

Les directeurs de la compagnie de navigation orientale ont, au mois de février dernier, député sir John Pirie, pour présenter une adresse à son altesse Abbas Pacha, le félicitant sur son avènement au gouvernement d'Egypte. Il possédait aussi plein pouvoir de traiter avec le vice-roi par rapport aux améliorations à porter au passage de l'itshme de Suez. Son altesse fut très contente de cette mission, et non seulement accéda à tout ce que M. Pirie avait demandée, mais il l'assura que les premières pensées et l'attention de son gouvernement seraient dirigées vers la sécurité, le bien-être et la prompte expédition des voyageurs et des marchandises passant par l'Egypte, et cela avec le moins de frais possibles.

M. Guizot a pris part au banquet annuel de l'*hôpital pour les maladies de poitrine*, auquel ont assisté environ 200 personnes. Après avoir essayé de montrer en mauvais anglais la supériorité de pareilles intititutions en Angleterre sur tout ce qui est continental, il continue ainsi :

Ces institutions, messieurs, surtout de nos jours, au milieu des orages terribles qui ébranlent le monde civilisé et qui tendent partout à irriter les pauvres contre les riches, la partie souffrante de l'espèce humaine contre la partie souffrante ; oui, il importe plus que jamais de s'y attacher. J'espère que le principe volontaire, c'est à-dire la liberté dans la charité, continuera à déployer son immense pouvoir à faire le bien, sous la sécurité qu'y donne le soutien d'un gouvernement solide et bien établi, dans une glorieuse sympathie pour le soulagement de toutes les misères et le secours de tous les besoins moraux et matériels de l'espèce humaine, et dans une fermeté inébranlable contre toutes les mauvaises passions et toutes les folies de l'espèce humaine. Voilà les deux conditions par lesquelles vous assurerez le triomphe permanent de la civilisation sur la destruction et le triomphe de la vie sociale sur la mort sociale. Puisse Dieu sans l'aide duquel nous ne pouvons rien accomplir ni de grand ni de bon, puisse le Seigneur être votre protection constante dans cette lutte terrible.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 6 *mai*. — La chambre a entendu hier un grand nombre d'orateurs dans la question des sucres. La plupart se sont déclarés favorables au maintien du régime actuel.

Entre les divers orateurs qui ont défendu le *statu quo*, M. Delehaye s'est fait remarquer par sa netteté. Son principe est de protéger le travail national ; M. Delehaye croit qu'il n'y a que ceux qui travaillent qui peuvent payer. Si tout le monde travaillait en Belgique et pouvait gagner honnêtement sa journée, on n'éprouverait aucun embarras à payer un budget de cent douze millions. Quatre systèmes sont en présence : le système de M. Mercier, celui de M. Cools, celui de M. Sinave, celui de M. Frère. M. Delehaye les repousse tous. Il veut le maintien de ce qui est. Ce représentant a parlé en homme à qui la matière est familière, et en effet il avait déjà pris part aux discussions de 1843 et de 1846.

M. Cools est un orateur très arrêté dans ses idées ; il ne s'est pas beaucoup ému de la colère de M. Frère, il y a deux jours. Au lieu de convertir avec les emportements, M. le ministre devrait le savoir, on multiplie ses adversaires et on leur communique une ardeur nouvelle.

Evidemment, en reprenant la parole hier, M. Cools s'était préparé à la lutte, et il embarrassera M. Frère d'autant plus qu'il est d'accord avec lui sur le point de départ : sur la nécessité de créer de nouveaux impôts.

Tel est le dilemme que l'on pose au ministre : si vous avez besoin comme vous le dites de six ou sept millions de francs, vous avez tort évidemment de ne vouloir obtenir que 200,000 fr. de plus des sucres. Si vous vous contentez de demander 200,000 fr. de plus aux sucres, vous ne devez pas avoir besoin de six ou sept millions. Où est la vérité ?

M. Cools, d'ailleurs, s'est défendu avec beaucoup de force de vouloir ruiner le commerce d'exportation des sucres. Il évalue qu'avec le système qu'il propose, l'exportation ne baisserait que de 2 millions. L'exportation est de 10 millions. Elle tomberait à 8 millions.

La suite de la discussion a été renvoyée à aujourd'hui.

(*L'Emancipation.*)

— On lit dans la correspondance du *Journal des Flandres* :

« On ne parle plus aujourd'hui de remaniement ministériel. On en parlera peut-être demain.

» M. de Haussy paraît quelquefois se dégoûter du peu de succès de ses projets de loi, puis il finit par céder aux sollicitations de ses collègues.

» C'est une singulière situation que celle du ministère actuel.

» Il n'y a pas de parti formé qui soit en mesure de recueillir son héritage, et c'est qui le soutient au pouvoir ; mais qu'un seul de ses membres se retire et il se trouve dans l'impossibilité de se compléter. »

— On écrit de Breda :

« Hier est mort dans notre ville le général d'infanterie baron Chassé, Cet officier, dont la carrière militaire a été si bien remplie. était octogénaire. »

INDES OCCIDENTALES.

Le flux de l'émigration pour la Californie s'augmente de plus en plus chaque jour de tous les ports de l'Amérique méridionale ; mais le moyen de transport jusqu'à Panama est très-difficile. On frète des vaisseaux de 200 tonneaux à 35 et à 40,000 dollars chacun, pour transporter des voyageurs ; on ne saurait avoir des bâtiments à quelque prix que ce soit. Plusieurs aventuriers partent même dans de petits bateaux, qui périront inévitablement dans la mer Pacifique s'ils essuient un mauvais temps.

Des centaines d'individus s'en retournent tous les jours aux Etats-Unis après avoir passé plusieurs semaines à Chagres, sans pouvoir continuer leur voyage jusqu'en Californie. Depuis six semaines, 21 vaisseaux ont quitté les ports de Valparaiso et de Callao avec des provisions et divers genres de manufactures, emportant toutes les productions anglaises des ports de l'Amérique méridionale, qui en étaient encombrées depuis plusieurs mois auparavant. On a envoyé, par conséquent, des commandes sur une vaste échelle. La farine s'y vend à 100 dollars par baril de 140 kil. La main-d'œuvre, dans les mines, a baissé de 25 dollars par jour. Il paraît que les plus grands morceaux d'or qu'on y trouve ne pèsent pas plus de 30 à 40 onces chacun.

Les nouvelles de la Jamaïque vont jusqu'au 9 avril ; les nouvelles sont peu importantes. Le trésor y est dans un état deplorable, de ce que le revenu a diminué de plus de la moitié, à cause, dit le journal le *Despatch*, du tarif de 1838, qu'on ne saurait plus continuer à payer.

Les habitants de la Jamaïque, réduits à un état de banqueroute générale, font un appel au Peuple anglais pour avoir la permission d'égaler, autant que possible, leur dépenses à l'état réduit de leurs ressources.

Les nouvelles de Démérara vont jusqu'au 5 avril. On avait beaucoup d'appréhension pour le produit du sucre de 1849 à cause du mauvais temps. On pense que le produit de cette année sera au-dessous de celui de 1848. A l'est de Démérara une chaudière à haute pression a éclaté et tué huit personnes, seize autres ont été dangereusement brûlées. La perte est évaluée à 125,000 fr.

Quelques feux incendiaires ont lieu à Trinidad. Il paraît que, comme à la Jamaïque, le travail n'y va pas bien et pour les mêmes raisons.

A Barbade, l'acte d'importation et d'exportation a fini le 7 avril, et le trésor devait perdre 300 dollars par jour jusqu'au renouvellement de cet acte, ce qui n'aura probablement pas lieu avant plusieurs mois, attendu que l'assemblée était incomplète et ne s'occupait que d'élections. On y faisait peu d'affaires commerciales.

Au 29 mars dernier on éprouvait beaucoup d'inconvénients à Antigoa par la sécheresse ; il n'y avait pas d'eau pour les bestiaux ni pour les usages ordinaires. La récolte du sucre y était assez inférieure.

La petite-véro le faisait beaucoup de ravages à la Martinique et à la Guadeloupe.

ESPAGNE.

MADRID, 1er *mai*. — Le congrès espagnol a continué hier la discussion de la loi sur le règlement des affaires du clergé.

M. Gomez de la Serna a prononcé un long discours sur le droit de régale et sur l'incapacité de l'Eglise à acquérir des propriétés, suivant qu'il résulte des lois espagnoles.

Le ministre à contesté l'exactitude de cette assertion, en déclarant que la loi à laquelle on voulait faire allusion n'était autre chose qu'un décret qu'on supposait avoir été rendu par Alphonse VI ; mais que c'était une erreur historique, et que ce décret n'avait jamais existé.

Sur l'article premier de la loi, M. Negrete a demandé si l'arrangement avec le pape aurait lieu par voie de bulles ou de concordat.

Le ministre de grâce et justice a déclaré que cet arrangement aurait lieu suivant le caractère des affaires qu'il y aurait à traiter.

Le sénat s'est livré le même jour à des travaux sans importance.

BARCELONE, 30 *avril*. — Saragatal, qui a réuni les débris des différentes bandes, est poursuivi à outrance. Avant-hier il a été attaqué par le colonel Hore, qui l'a vivement poursuivi, Hier, il a été attaqué par les troupes du colonel Echagüe.

Dans ses deux rencontres, Saragatal a perdu 4 hommes, 27 prisonniers, sans compter les blessés. Sa bande s'est dispersée. Quatre colonnes sont à sa poursuite, et achèveront bientôt probablement la destruction de sa bande. Du reste, les rebelles paraissent très découragés, et ils déclarent eux-mêmes qu'il ne leur reste plus d'autre ressource que d'émigrer ou d'implorer leur pardon.

(*El Fomento.*)

NOUVELLES DIVERSES.

Un crédit de 100,000 fr. ayant été porté au budget de l'exercice 1849 pour commencer les sculptures du Louvre, M. le ministre des travaux publics a l'honneur de prévenir MM. les sculpteurs d'ornement qui désireraient prendre part à ce travail, qu'ils devront adresser leurs demandes avant le 15 mai à la commission chargée d'examiner leurs titres.

Cette commission, composée de MM. Duban, architecte du Louvre ; Lacornée, architecte du ministère des affaires étrangères ; Labrouste (Henri), architecte de la bibliothèque Sainte-Geneviève ; Viollet-Leduc et Lassus, architectes de l'église Notre-Dame, tiendra ses séances au Louvre, dans les bureaux de M. Duban. (*Moniteur.*)

— Pendant la cérémonie du 4 mai, quelques journalistes s'étaient placés sur l'estrade élevée au milieu de la place de la Concorde, afin de mieux saisir tous les détails du tableau somptueux qui se déroulait sous leurs yeux.

M. Degousée, qui, en sa qualité de questeur de l'Assemblée, se trouvait présent, se permit d'envoyer M. Duponceau, chef des huissiers, à un de nos collaborateurs pour lui intimer l'ordre de se retirer.

Notre collaborateur répondit que M. Degousée n'avait aucunement le droit de lui contester la place qu'il occupait, et que, passé la grille de la chambre, son pouvoir tombait tout entier. Il est en effet bien singulier que les droits de la presse soient méconnus aussi gravement. Et nous ne comprenons pas que M. Degousée ait eu la prétention de s'ériger en ordonnateur de la fête. (*Estafette.*)

— A une heure, M. le général Changarnier s'est rendu à l'Elysée-National, où le conseil des ministres était assemblé.

— MM. les maires de Paris ont fait placarder ce matin les tableaux indicatifs des locaux où siégeront les sections durant les grands scrutins électoraux des 13 et 14 mai.

— M. G. de Caudin, nommé par Ledru-Rollin conservateur du Musée de Sculpture à Versailles, vient d'être éliminé. Ne pouvant nier sa capacité reconnue, on a essayé de petites intrigues, dont une enquête, réclamée par l'inculpé, a fait bonne justice.

Comment faire ? Il fallait pourtant, de façon ou d'autre, se débarrasser du démocrate justifié de tout, sauf du crime de démocratie. On n'a rien trouvé de mieux que de supprimer l'emploi... sauf à le rétablir au premier jour, en faveur de quelque honnête modéré.

— Le *Moniteur algérien* contient la note suivante à propos des élections générales :

« La note officielle insérée au *Moniteur algérien* du 25 de ce mois renferme l'extrait d'une dépêche ministérielle qui modifie les instructions de la circulaire aux officiers-généraux commandant les divisions et aux préfets des départements, qui a paru dans le nº du 15, en ce qui concerne le vote de la gendarmerie.

Aux termes de la décision du ministre, les gendarmes devront, comme les officiers sans troupes, les employés militaires, les vétérans, etc., être inscrits sur la liste des communes qu'ils habitaient avant leur entrée au service et ne peuvent concourir, par conséquent, à l'élection des représentants de l'Algérie.

Alger, le 29 avril 1849.

Pour le gouverneur-général,
Et par son ordre :
Le secrétaire-général du gouvernement,
G. MERCIER.

— Avant-hier, la séance du comité des *Amis de la Constitution*, qui se tient dans une des salles de l'Institut, a été signalée par un incident inattendu. La séance était ouverte depuis une demi-heure environ, et M. Flocon descendait de la tribune, lorsque le président de la réunion prit la parole pour faire à l'Assemblée une communication, laquelle consistait dans la lecture d'une lettre d'un candidat socialiste, qui s'excusait de ne pouvoir se rendre à la réunion.

Le motif invoqué par le candidat était puisé dans la décision prise par le comité démocratique-socialiste, que tout le monde a pu lire, et qui déclare que les réunions électorales démocratiques-socialistes sont suspendues à cause de la présence du commissaire de police.

Le candidat déclarait que, lié par cette décision de ses amis, qui déclare traître à la République celui qui l'enfreint, il ne pouvait se présenter à la réunion. Arrivé à ce passage de la lettre, le président fit observer, en manière de commentaire, que le bureau ignorait ce qui avait pu se passer dans d'autres réunions, mais que, quant à celle qu'il présidait, la présence du commissaire de police n'avait jamais été constatée.

A ces mots, une voix s'élevant du fond de la salle s'écriai très clairement : « Vous vous trompez, monsieur le président ; le commissaire de police était ici depuis le commencement de la séance ; je suis le commissaire de police du 10e arrondissement. » C'était en effet M. le commissaire de police du 10e arrondissement, qui lui-même avait pris la parole et qui déclara avoir prévenu de sa présence un des membres du bureau.

A ce moment un violent tumulte s'éleva dans l'assemblée. Les cris : Levez la séance ! Protestons ! ne délibérons pas ! partirent de tous les points de la salle. Le bureau, un instant hésitant, se consulta.

Le président, après avoir obtenu le silence à grand'peine, s'adressant au commissaire de police, lui demanda s'il persistait à rester dans la salle. Sur le refus de se retirer de celui ci, qui s'était ceint de son écharpe, le président de la réunion déclara qu'au nom du bureau il protestait contre la présence du commissaire de police, et qu'il levait la séance.

— M. Trélat, représentant du peuple, maire du 12e arrondissement, a envoyé à M. le préfet de la Seine sa démission des fonctions municipales qu'il exerçait depuis les événements de juin.

— Demain dimanche, grande fête à Versailles, jeux publics, grandes eaux, revue des troupes et de la garde nationale, feu d'artifice, illuminations, etc. — Le chemin de fer de la rive gauche aura des trains supplémentaires suivant les besoins du service. Baisse de prix par cette ligne.

— Avant-hier ont comparu devant le premier conseil de guerre, présidé par M. le colonel de Lisleferme, les nommés Demandre, concierge, et Casanova, gandarme mobile, employé comme gardien dans la maison de justice de la rue du Cherche-Midi, sous la prévention d'avoir, par négligence, facilité l'évasion des sieurs Delcambre et Barthélemy, prévenus de juin, Le conseil a condamné le concierge Demandre, déclaré coupable de simple négligence, à trois mois de prison, et prononcé l'acquittement de Casanova.

— On écrit de Loche (Suisse), 24 avril : Une originalité assez singulière réjouit actuellement notre localité. Une ancienne domestique se retira il y a quelque temps dans notre hospice comme pensionnaire et y mourut il y a huit jours. Comme elle était catholique romaine, elle avait demandé que l'on conduistt sa dépouille mortelle au cimetière de la chapelle du Chauffat.

On invita, suivant l'usage, les catholiques de la localité à accompagner la défunte en terre. Comme il faisait, le jour de l'ensevelissement, un temps affreux, six personnes seulement se rendirent à cette invitation ; mais deux d'entre elles rebroussèrent chemin à moitié du voyage.

Les quatre autres, après avoir déposé le corps en terre sainte, se rendirent à la sacristie sur l'invitation du curé, qui leur donna lecture du testament de la défunte. Quelle ne fut pas leur surprise en entendant qu'elle avait donné 400 louis à partager entre tous ceux qui la suivraient en terre !

Le testament, fait en bonne forme, leur assure ainsi à chacun 100 louis déposés dans les caisse d'épargnes françaises. On peut juger du désappointement de ceux qui ne se sont pas rendus à l'invitation.

— Il vient de paraître une brochure intitulée le *Carcan politique* qui semble destinée à faire suite aux *Némésis* de Barthélemy. Les auteurs vont publier sous ce titre une série de satires, sur les *hommes du jour*, la *rue de Poitiers*, *la réaction*, etc. La première, qui s'adresse au ministère Barrot, flétrit avec une admirable énergie les hontes dont la France est abreuvée par la trinité Barrot-Faucher-Falloux. Cette œuvre remarquable par la force, la verve et la chaleur, qui règnent dans chaque vers, semble le fruit d'une indignation généreuse et rappelle les meilleurs moments de Barbier. — (En vente chez les principaux libraires.)

— Avant-hier au soir, vers dix heures, une explosion de gaz a occasionné un commencement d'incendie dans une maison de la rue Neuve-des-Petits-Champs. Le café qui fait le coin de cette rue avee la rue Vivienne, en descendant du Palais-National, se trouva subitement en alarmes ; mais les secours apportés par les pompiers, arrivés à temps, prévinrent les conséquences fâcheuses qui eussent pu résulter de ce commencement d'incendie. (*Courrier français.*)

— Le *Peuple souverain*, de Lyon, a été saisi pour l'insertion d'une lettre signée : PICART, *soldat de l'armée des Alpes*.

Une perquisition a été faite dans ses bureaux, dans le but, nous a-t-on dit, d'en rechercher l'original. Quelques papiers ont été saisis, entre autres une lettre d'un autre militaire.

M. Faurès, directeur général du journal, a été arrêté et conduit à la prison de Roanne, où il a été écroué.

— Hier au soir, vers les dix heures et demie, des groupes nombreux ont parcouru les boulevards depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille en chantant la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*.

— Pendant la fête et au moment du feu d'artifice, on a eu à déplorer un grave accident. Le sieur G... avait fait monter sa fille sur le parapet du quai de Billy, et la tenait par la main, lorsqu'une violente dispute éclata tout à coup tout près de lui ; bientôt une rixe s'ensuivit, et un grand mouvement ayant eu lieu parmi la foule, celle-ci se trouva subitement refoulée contre le parapet. La demoiselle G... reçut au même moment une violente secousse et fut précipitée sur le pavé. Quand on la releva elle ne donnait plus signe de vie.

— Le *German Sketches* donne les détails curieux qui suivent :

Aucune des grandes capitales de l'Europe n'offre, réunie dans un seul local, une masse de documents aussi considérable que celle rassemblée dans le palais des archives de Venise. Cet éiablissement se compose de 298 salles, corridors, salons, dont les murs sont du haut en bas couverts de rayons. Si on réunissait ceux-ci l'un après l'autre, ils formeraient uce ligne de 77,238 pieds, ou 14 milles géographiques, à peu près une fois et demie la distance de Paris à Versailles.

Malgré cette quantité immense de rayons, l'espace s'est trouvé trop petit pour placer les 8,664,709 cahiers qui forment la totalité des documents. Ces 8 millions et demi de volumes appartiennent à 1,890 archives différentes. Nous pensons qu'on ne se tromperait pas en disant que mille écrivains, qui travailleraient pendant huit heures par jour sans interruption, n'emploieraient pas moins de 735 ans, ou 22 générations, pour copier tous les documents de ces archives. Ainsi donc mille écrivains qui auraient commencé lorsque Godefroid de Bouillon et ses croisés arboraient leurs drapeaux sur les murs de Jérusalem, auraient à peine fini leur travail aujourd'hui.

— Le calme admirable du Peuple pendant la journée d'hier, n'a fait, à ce qu'il paraît, qu'exciter la mauvaise humeur et les dispositions arbitraires de M. le général Changarnier. La colère de l'honorable gouverneur de Paris ne pouvant s'exercer en grand, s'est appesantie sur un humble sergent coupable d'avoir accepté la candidature qui lui était offerte par ses concitoyens.

Le sergent-major Boichot, du 7e léger, candidat de l'armée et du peuple de Paris, a été arrêté hier à l'issue de la revue par ordre du général Changarnier, *pour avoir accepté la candidature*.

La compagnie de carabiniers à laquelle appartient Boichot, indignée de son arrestation, a résolu de le délivrer et a même brisé les portes de la salle dans laquelle il était détenu. Mais Boichot, par respect pour la discipline, a résisté aux instances de ses soldats et est resté prisonnier ; il a été aussitôt après conduit à la prison militaire de l'Abbaye.

Une protestation contre cette odieuse violation du droit électoral, signée par un très grand nombre de militaires, va, dit-on, être rendue publique aujourd'hui ou demain.

Les républicains protesteront à leur tour contre cet acte arbitraire en nommant Boichot représentant du Peuple.

(*Démocratie.*)

— Hier, 4 mai, parmi les troupes de la garnison, les punitions qui, ordinairement sont levées les jours de fête nationale, ont été maintenues. On a fait manœuvrer les hommes consignes et ceux qui étaient détenus à la salle de police. La garnison de Vincennes a été consignée jusqu'à 4 heures. (*République.*)

— Par arrêté du 5 mai, le président de la République a nommé M. Meyerbeer commandeur de la Légion-d'Honneur.

Cette nomination sera accueillie par un assentiment universel.

CASINO DES ARTS. — Aujourd'hui lundi, grand concert, vocal et instrumental dans lequel on entendra MM. Dervés, Pedorlini, Bady, Louvergue, mesdames Lucas, Cellini, Deville.

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

SPECTACLES DU 7 MAI 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — Le Prophète.
THÉATRE-FRANÇAIS. — Don Juan d'Autriche.
OPÉRA-COMIQUE. — La Fille du régiment, le Déserteur.
SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — L'Ecole des Maris, la Famille.
THÉATRE-HISTORIQUE. —
GYMNASE. — L'Hurluberlu, le Bouquet de violettes, Gardée à vue, le Coiffeur et le Perruquier.
VARIÉTÉS. — Jobin et Nanette, l'Habit vert, les Beautés, Turlututu.
VAUDEVILLE. — Les Prétendans, J'attends un omnibus, Riche d'amour, 2e numéro de la Foire.
THÉATRE MONTANSIER. — Les femmes saucialistes, l'Etour-Chansonnettes, les Anglaises pour rire.
PORTE SAINT-MARTIN. —
AMBIGU. — La Part du roi, Un drame de Famille.
GAITÉ. — Marceau, les Orphelins.
THÉATRE-NATIONAL. —
FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Prodigalités de Bernerette, le Gibier, Mathieu, le Père Lentimèche.
DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — Un Cœur fourvoyé, Double vue, En pénitence, Culottes et Cotillons.
THÉATRE-CHOISEUL. — Un bureau d'omnibus, Arlequin et Colombine, l'Entr'acte au Paradis, le Fils du Rempailleur, Fantasmagorie.
CIRQUE-NATIONAL — Champs-Elysées. — Ouverture, à 8 heures Soirée équestre.
THÉATRE DE LUXEMBOURG. — Mariage d'amour, la Californie.
SALLE VALENTINO, rue Saint-Honoré, 369. — Soirées dansantes, les mardis. samedis et dimanches.
CASINO DES ARTS. — Boulevard Montmartre, 12. Tous les soirs à sept heures grand concert. Prix, 1 fr.
SPECTACLES-CONCERTS. — Tableaux vivants.
DIORAMA (Bazar Bonne Nouvelle). — Vue de l'Eglise Saint-Marc.
PANORAMA. — Champs-Elysées. — Bataille d'Eylau.
JARDIN-D'HIVER — Champs-Elysées. — Promenades de jour, Marché aux Fleurs permanent, Cabinet de lecture gratuit. Salle d'exposition. — Prix : 1 fr.
CLOSERIE DES LILAS. — Bals les Dimanche, Lundi et Jeudi.

Imprimerie de NAPOLÉON CHAIX et Ce.